

Union européenne : « Cette fois, l'heure n'est pas aux compromis ordinaires »

A la veille d'un nouveau sommet européen, l'ancien directeur général de l'OMC met en garde : « La construction européenne sortira de cette crise, ou bien renforcée, ou bien affaiblie. » Tout dépendra du résultat du « test de solidarité » qui se joue maintenant. Entretien exclusif avec un Européen de toujours.

ENTRETIEN
DOMINIQUE BERNES
PHILIPPE REGNIER

Les dirigeants des 27 Etats-membres de l'Union européenne se remettent ce jeudi après-midi derrière leurs écrans pour un nouveau sommet « virtuel » avec les leaders des institutions de l'UE. Moins, cette fois, pour parer au plus pressé, pour jeter une couverture sur l'incendie socio-économique de la pandémie, que pour poser les jalons d'une « relance ». Une relance non seulement de la croissance, donc du bien-être, pour longtemps ravagés par la crise, mais aussi du projet européen, méchamment lézardé par « les actes de chacun pour soi, les attitudes, les horizons échangés » entre pays diversément impactés par le coronavirus. Une « épreuve de vérité », nous dit Pascal Lamy. L'ex-commissaire européen (1999-2004) et ancien directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (2005-2013) ajoute qu'une « trêve » s'impose : « Les dirigeants européens doivent cesser de « se friter ». »

Le scénario d'une reprise en « V » prend-t-il mesure que se succèdent les semaines de confinement. McKinsey prédit le pire : 59 millions de jobs détruits dans l'Union ; un doublement du taux de chômage ; et pas de retour au niveau pré-crise avant 2024. Le choc est surtout... social ?

Nous connaissons la séquence : choc sanitaire, choc économique, choc social et choc politique. Elle était similaire en 2008 même si le choc initial était financier. Mais la crise, cette fois, est beaucoup plus dangereuse pour la construction européenne. En interne, l'épreuve de vérité ?

« Fécit entre les mots et la réalité » est beaucoup plus sévère. Les mots, c'est union, communauté, solidarité, et la réalité, ce sont les actes de chacun pour soi, les attitudes, les horizons échangés, par exemple, entre Hollandais et Espagnols. L'espace national est un espace d'appartenance forte où se déploient les émotions ; et l'espace européen, un espace d'appartenance faible où prédominent le droit, la raison. L'espace national est chaud, là où l'espace européen est froid ; le premier est excitable, alors que le second est frigide, comme l'a dit Eli Barnavi.

Voilà qui devrait inciter les dirigeants à mesurer leurs propos. Ce test de solidarité se joue maintenant, en train grandeur. Dans les jours, les semaines, tout au plus les mois qui viennent. En externe, le test européen se fera sur les dix prochaines années. Même s'il est diffi-

cile de penser le « monde d'après », étant donné les incertitudes actuelles, nous devons, je crois, nous préparer à affronter un monde plus brutal. Les Etats, les puissances auront repris du muscle, raffermi individuellement leur prise sur le capitalisme de marché. Or, dans un monde plus dur, l'Union est « mal barée », comme on dit. Elle devra trouver sa place entre les Etats-Unis et la Chine, qui domineront le monde au travers d'une relation qui ne sera pas amitiieuse. Cela suppose poids, puissances, influence, mais l'Europe est encore un animal géopolitique faible.

En particulier, pour revenir à l'explosion attendue du chômage, on peut craindre que les nouveaux exclus n'aient guère de raison de s'accrocher au projet européen... Saluons une avancée avec le financement européen du chômage temporaire (NDLR : à hauteur de 100 milliards, pour une période temporaire, comme il a été décidé lors de la réunion des ministres des Finances le 10 avril). Voilà dix ans qu'on parlait d'une assurance-chômage européenne ; un petit pas a été franchi.

Tous les Etats vont emprunter comme jamais auparavant. Si nous empruntons ensemble, nous paierons moins cher

»

Charles Michel et Ursula von Leyen assurent que les Européens pourraient en sortir « plus forts ». « Ils posent les bons choix. Lesquels ? Des coronabonds qui financeraient un vaste plan de relance, comme le propose Paris ? J'ai suggéré que la France et d'autres pays lancent un emprunt commun, via des « coronabonds », sans les Allemands. Pas pour les exclure, mais pour les placer dans une situation où ils ne pourraient pas refuser de monter à bord. Outre-Rhin, le débat politique et dans l'opinion publique est moins fermé qu'on ne le pense. Mais les dirigeants européens doivent cesser de « se friter ». Je ne crois pas être naïf : je sais bien qu'il existe des rapports de forces, des intérêts différents, des cultures diverses. Mais une trêve à ces bagarres s'impose, les opinions le comprennent. Tous les Etats vont emprunter comme jamais auparavant. Si nous empruntons ensemble, nous paierons moins cher et nous laisserons moins de place à la spéculation.

S'agissant d'un éventuel « plan de relance », Charles Michel prévient que

la discussion ne sera pas close dès ce jeudi. Mais a-t-on le temps de palabrer ? Jacques Delors a brandi le risque d'un « danger mortel » pour le projet européen. Vous partagez cette vision ? Oui, ce qui ne surprendra pas. Paris, comme je le fais, d'une « épreuve de vérité », c'est dire la même chose. La construction européenne sortira de cette crise, ou bien renforcée, ou bien affaiblie. Cette fois, l'heure n'est pas aux compromis ordinaires.

Pour la Commission, le budget européen – le cadre financier pluriannuel 2021-2027 – devrait constituer la pièce maîtresse de la réponse à la crise au niveau de l'Union...

Il faut distinguer plusieurs choses. Un : les mesures d'urgence face à la pandémie – à savoir les 540 milliards d'euros mis sur la table lors de la réunion des ministres de l'Economie et des Finances. Deux : ce dont on a besoin au titre du plan de relance, disons 1.000 milliards, qu'il faudra emprunter sur les marchés, la question étant de savoir si, et comment, on les mutualise. Et trois : le budget de l'UE. Là, je suis en désaccord avec la Commission... N'essayons pas de réchauffer ces vieilles perspectives financières

perspectives financières. Interrogeons-nous d'abord sur ce qui sera différent dans le monde d'après pour en tirer les conséquences sur la stratégie européenne des cinq à dix prochaines années, puis alors seulement fixons des perspectives budgétaires qui traduisent cette stratégie. En attendant, définissons un budget 2021 calqué sur les perspectives 2014-2020, à la manière des « douzièmes provisoires » en Belgique. Je présume que la Commission va s'étrangler en lisant ceci. Mais elle doit faire preuve de vision et parler au nom de l'intérêt général européen, ce qui est sa responsabilité. Une majorité de députés européens la soutiendra.

On parle de relocaliser un certain nombre d'industries en Europe, voire de réindustrialiser l'Europe. Qu'en pensez-vous ? Je n'ai jamais été un apôtre de la mondialisation heureuse, contrairement à ce que l'on a pu dire. J'ai toujours dit qu'il fallait maîtriser la mondialisation, y compris lorsque j'ai passé mon « examen » comme commissaire en 1999. Mais il ne faut pas confondre la mondialisation de la peur et la peur de la mondialisation. Nous sommes à un moment de mondialisation de la peur. Deuxième, ce que l'on a constaté, c'est l'absence, sur un territoire qui en avait besoin, de certains biens de première nécessité sanitaire. Cela a beaucoup plus à voir avec la gestion en flux tendu, la recherche du profit maximum, qu'avec la mondialisation.

On a, dans les années 70, inventé un accord international sur les stocks pétroliers. On aurait pu le faire pour les masques ou les respirateurs, mais on ne l'a pas fait. Plutôt que de crier à la démondialisation, faisons en sorte que, dans les domaines essentiels, on ait les stocks – et les moyens de les financer. Ce n'est pas la mondialisation qui est responsable de l'impréparation de beaucoup d'Etats ! Cela étant dit, il y a avoir dans certains

Européen de toujours

Le Français Pascal Lamy entame sa carrière dans la fonction publique, à l'Inspection générale des finances et au Trésor. Il est d'abord conseiller du ministre de l'Economie et des Finances, Jacques Delors, et du Premier ministre, Pierre Mauroy (Parti socialiste), sous Mitterrand. De 1984 à 1994, il est « sherpa » et directeur de cabinet du président de la Commission européenne, le « mytique » (pour les europhiles convaincus) Jacques Delors. En novembre 1994, il rejoint le Crédit lyonnais, dont il devient directeur général, jusqu'à la privatisation de la banque. Commissaire européen en charge du Commerce international de 1999 à 2004 dans la Commission de l'Italien Romano Prodi, il est nommé directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2005, fonction qu'il occupe jusqu'en 2013. Il est président émérite de l'Institut Jacques Delors. Face aux ravages du Covid-19, Pascal Lamy dit qu'il « ne faut pas confondre mondialisation de la peur et la peur de la mondialisation »...



domaines un raccourcissement de la chaîne de production. Moins d'investissement, plus de résilience. On verra en Europe si cela se fait sur le plan européen ou national. Je ne vais plus faire dépendre ma production d'une seule usine en Chine, mais je ne vais pas retirer mon usine de Chine ! Ce n'est pas de la démondialisation, c'est une diversification de la mondialisation. Est-ce que, pour cela, il faut protéger des producteurs nationaux de la concurrence étrangère ? C'est une question ouverte. Il faudra encore m'expliquer, s'agissant d'équipements sanitaires, comment on fait pour produire du caoutchouc quand on n'a plus de raffineries (elles polluent) et pas d'hévéas (ils ne poussent pas).

Va-t-on assister à une vague de rachats d'entreprises affaiblies par des fonds souverains étrangers, par notre « rival systémique » chinois ? Il y a un risque, contre lequel les Européens feraient bien de s'assurer en renforçant leur système, un peu faiblard, d'examen en commun des rachats d'actifs sensibles. Après la crise de 2008, il y a eu des opérations de ce genre, de Chine, mais pas seulement. Les grandes banques d'affaires américaines ne se gênent pas pour dire à leurs clients qu'il y a des affaires à faire.

L'UE se fait le chantre du multilatéralisme, de la régulation : il était déjà miné avant la crise, va-t-il y survivre ? L'OMC est en crise ; l'OMS est la cible de Donald Trump... A ce stade, la réaction à la crise Covid a été la réaction la moins coordonnée des trente dernières années, en tout cas comparée à la crise pétrolière, à celle de

2008 ou même à un choc comme celui de la réunification allemande. Au passage, je ne me souviens pas avoir entendu le chancelier Kohl prononcer à l'époque le mot de « schwarze Null » (zéro déficit). La solidarité européenne a fonctionné. Non pas parce qu'on aurait mis en place un fonds pour l'unité allemande : le chancelier n'en voulait pas, même si Delors le lui avait proposé. Mais on l'a tous payés, par la hausse des taux d'intérêt. Un peu de mémoire ne fait jamais de mal...

Vous pensez à la chancelière Merkel ? Je me souviens du temps où les Allemands ont eu besoin de tout le monde, y compris des Américains, des Anglais, des Français. Il faut s'en souvenir. Cela fait partie du débat sur la solidarité.

Pour en revenir au multilatéralisme ? Cela n'allait déjà pas bien avant la crise, essentiellement parce que le système multilatéral date de l'après-guerre. Le monde a plus changé que les institutions. Et puis, il y a eu le choc trumpien-frontal – qui met en question le principe même de la coopération internationale. La médiocre coordination internationale pendant la crise Covid porte les traces de ce multilatéralisme faible. Cette crise conforte le régional, la proximité, et nous rappelle que le national est plus solide, l'europeen plus liquide et l'international plus gazeux ! Il faudra, évidemment, revoir certaines disciplines comme le règlement sanitaire international de l'OMS, qui semble bien n'avoir été appliqué qu'avec retard par la Chine et pas que... Pour les médicaments et les équipements sanitaires, il faudrait que l'on harmonise les conditions de mise sur le marché. S'il y a une norme mondiale, les prix vont baisser de 30 %.

Si les citoyens continuent à s'éloigner d'Europe, à aller voir les extrêmes, plus à l'extrême droite qu'à l'extrême gauche, ne risque-t-on pas de faire tout cela... pour rien ? Il y a un risque. Après la crise de 2008, l'UE a passé un mauvais moment. Elle est remontée grâce au Brexit, à Poutine, à Erdogan et à Trump ; on va voir si elle remonte « grâce à Covid ». Mais ce n'est pas du tout garanti. C'est entre les mains des dirigeants européens. C'est ce que Jacques Delors a voulu dire, lui qui n'avait rien dit depuis cinq ou six ans... Quand on mesure l'écho de ses deux phrases dans le débat européen, on sent bien qu'il y a quelque chose qui se passe. Ou qui ne se passe pas.

le régional, la proximité, et nous rappelle que le national est plus solide, l'europeen plus liquide et l'international plus gazeux ! » © BELGA

soir mag

Corona détente Changez-vous les idées en profitant de nos 10 pages de jeu

CHRISTOPHE Les mois tristes

Séries des années 2000 Les plantes

Les bonnes plantes pour votre terrasse Faites de la place au jardin !

10 PAGES de jeu

12 mois au prix de 120 €